



## Montréal au 19e siècle...

(lire en page 7)

## Les négociations SEUQAM-UQAM

Renseignements pris auprès du président du SEUQAM, M. Michel Meilleur, la négociation avec l'UQAM avait repris vers la mi-avril, après la rentrée au travail des employés de soutien. Elle portait sur les clauses à incidences monétaires (vacances, congés, plans d'évaluation, salaires). Chacun le sait, seule la masse salariale se rattache à la demande globale du Front commun; les ajustements d'échelle sont propres au secteur universitaire.

A ce jour, deux clauses sont paraphées, soit le congé sans traitement, ainsi que la rémunération minimum de rappel. Il y

a par ailleurs entente de principe antérieure à la grève sur la clause d'absence(s) pour service public. Tout le reste de la négociation est en veilleuse depuis la 3e semaine d'avril, sauf en ce qui concerne le plan d'évaluation, secteur bureau. Les quelques rencontres entre les parties n'ont guère abouti.

A la table locale par contre, tout est signé, réglé, sauf deux articles en voie d'entente, soit les horaires de travail et l'ancienneté à la date d'embauche. Table RESEAU: terminé! "La moitié du chemin est à peu près parcouru", commente le président du SEUQAM.

C.A.

## Nouvel exécutif du SPUQ

Le nouvel exécutif du SPUQ (Syndicat des professeurs de l'UQAM) élu pour 76-77 se compose de MM. Jean-Pierre Chêneval (sciences biologiques), président; Gilles Dostaler (sociologie), vice-président; Pierre Benoît (sciences de la terre), secrétaire; Marc Lagana (histoire), trésorier.

Les représentants pavillonnai-

res sont: Mlle Anne Légaré (science politique), pavillon Read; M. Jean Gingras (sciences biologiques), pavillons Emile-Gérard et Philippe; Pierre Mayrand (histoire de l'art), pavillons des Arts; Mme Claire McNicoll-Robert (géographie), pavillons Riverin I et II ainsi que Louis-Jolliet; M. Jean Lapointe (sciences de l'éducation), pavillon Lafontaine.

## Élections à l'AGEUQAM

Lors de l'AG de l'Association générale des étudiants de l'UQAM (AGEUQAM), tenue le 29 avril, on a procédé à l'élection du nouvel exécutif. Il se compose de: **Monique Audet** (module de science économique), responsable générale; **Normand Fournier** (module de sociologie), responsable à l'infor-

mation; **Louis Simard** (module de science économique), responsable de la liaison; **Dominique Paul** (module de psychologie), au secrétariat; **Michel Maheu** (module de philosophie), aux finances.

L'exécutif désigné est provisoire. Il devra préparer des élections pour septembre.

## sommaire

Elections de directeurs de département et de directeurs de module	page 2
La "Porte du Nord" s'ouvre à l'Université	page 3
Le point sur PERMAMA	page 5

Calendrier: cours d'été 76 page 2

## Consolidation des activités d'enseignement de la session d'hiver 1976

Le vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche nous communique:

"Le Conseil d'administration de l'UQAM s'est réuni en assemblée spéciale le 27 avril pour statuer sur les recommandations de la Commission des études concernant les opérations de consolidation des cours, consolidation rendue indispensable par la grève de six semaines du syndicat des employés de soutien qui a paralysé presque totalement les activités d'enseignement.

"Pour faire suite au rapport du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, M. Marc Bélanger, le Conseil d'administration a décidé d'accepter les recommandations de la Commission des études formulées à sa réunion spéciale du 26 avril sur avis du doyen des études de premier cycle et du doyen des études avancées et de la recherche.

Sur un total de 1617 groupes-cours de premier cycle, 16 seulement ont été annulés, soit 0.9% des groupes-cours. (Ce sont: 1 en sciences de la terre, 5 en design, 6 en économique, 1 en physique et 3 en psychologie.) Ces annulations touchent 409 étudiants-cours, sur un total de 42 170 étudiants-cours, soit 0.9%.

"Aux études avancées, trois groupes-cours seulement ont été

annulés sur 125 (2.4%) impliquant 18 étudiants-cours sur un total de 2 009, soit 0.8%.

(Au deuxième cycle, 2 en économique...)

"Le document "Mesures pédagogiques pour assurer le succès de la session d'hiver", adopté le 5 avril par le Conseil d'administration, prolongeait la session d'hiver jusqu'au 31 mai. Dans un cadre général prévu pour la consolidation des activités pédagogiques, il requerrait la mise au point par les étudiants et les professeurs ou chargés de cours de chaque groupe-cours, d'un plan de consolidation qui respecterait les objectifs pédagogiques attachés au cours.

"Une analyse systématique des propositions de consolidation acceptées par les assemblées départementales, les comités de programmes d'études avancées, les doyens et le vice-recteur, permet de témoigner sans hésitation des efforts très sérieux consentis dans la majorité des groupes-cours de l'UQAM pour assurer une qualité incontestable aux opérations de consolidation. Il s'agit là, indubitablement, d'un travail de collaboration étroite entre les professeurs, chargés de cours et étudiants pour garder à la session toute sa validité et toute sa crédibilité pédagogique.

"Il faut souligner que certains cours intensifs, déjà terminés avant la grève du SEUQAM, n'ont nullement été affectés par l'arrêt de travail. De même, de nombreuses activités pédagogiques ont également eu lieu pendant le mois de mars: c'est le cas des stages extérieurs par les familles

(suite à la page 2)

## Une mini-usine à l'Université

Dans un an, sauf imprévu, l'UQAM aura dans ses murs une usine-pilote d'aluminage qui fonctionnera sur une base expérimentale, mais de façon industrielle. C'est ainsi que se concrétisera le projet de M. Guido A. Capuano, conçu en 1968 et mis à exécution en 1973, visant à mettre au point un procédé inédit de placage d'aluminium adaptable à l'échelle industrielle.

L'actuel directeur du module de chimie a fait cette découverte, récemment brevetée, dans le cadre de ses travaux de maîtrise et de doctorat au département de génie métallurgique de l'Université McGill. Le laboratoire de recherche qu'il dirige au pavillon des sciences de l'UQAM a depuis permis d'étudier les applications possibles du procédé, d'en améliorer certains aspects, d'optimiser les paramètres qui seront utilisés dans l'usine miniature en voie de construction. Ceci grâce à deux séries de subventions provenant successivement du Conseil national pour la défense et du Conseil national de la recherche.

Fait à souligner, le professeur W.G. Davenport du département d'ingénierie métallurgique de l'Université McGill, co-auteur du brevet original, a récemment versé \$8,000 à l'Université du Québec à même ses fonds de recherche. Le but de cette collaboration



M. Guido A. Capuano

inusitée: doter le laboratoire que pilote M. Capuano d'un technicien à temps plein pour accélérer la réalisation de son projet. Ce qui fut fait.

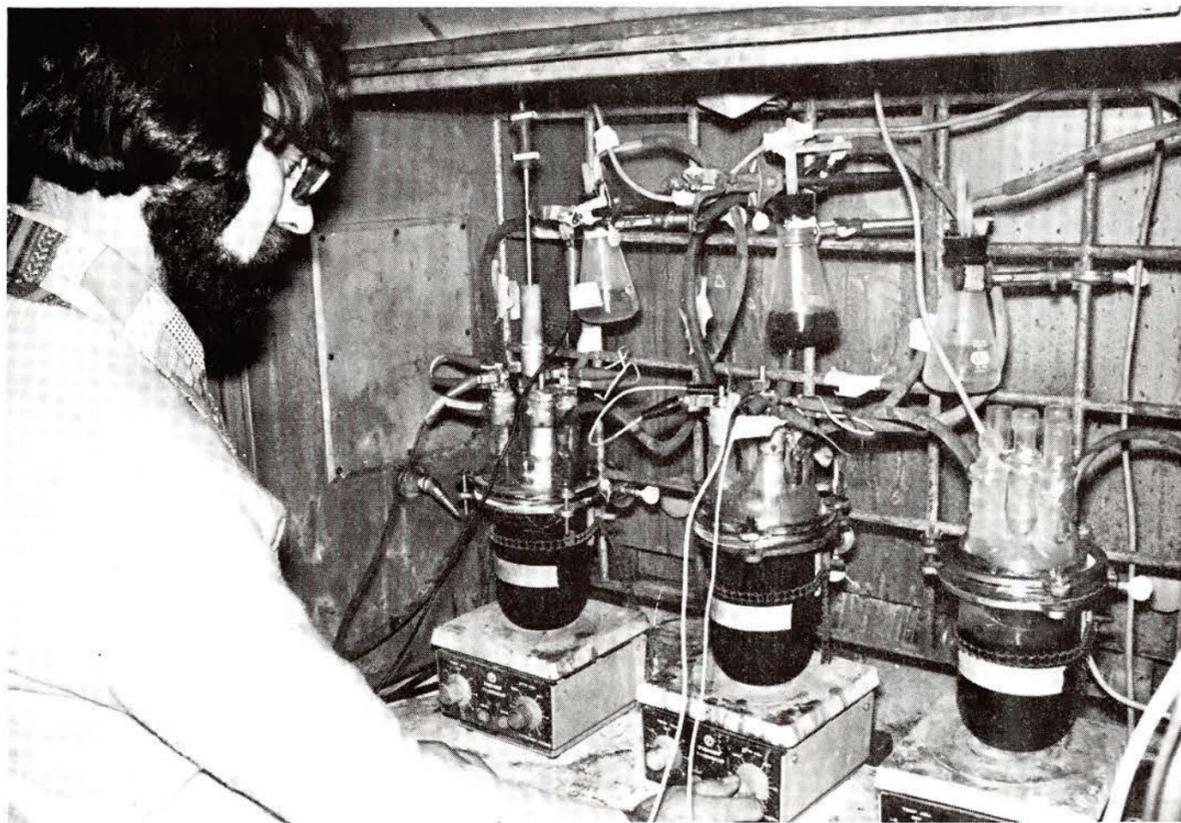
En outre, quatre étudiants de maîtrise assistent M. Capuano dans ses recherches. Aide précieuse, déclare celui-ci, mais qui mobilise en contrepartie beaucoup de temps et d'énergie. Et comme ses activités de directeur de module et d'enseignement de-

meurent prioritaires, l'usine-pilote se réalise en quelque sorte à temps perdu, par la force des choses.

### On peut tout plaquer

L'utilité du placage d'aluminium? Elle est incontestable dans l'industrie de l'avionnerie, répond M. Capuano. Un exemple: les boulons qui fixent les ailes d'un avion à sa charpente doivent

(suite à la page 2)



M. Philippe Fortin, technicien au laboratoire de M. Capuano.

## Une mini-usine...

(suite de la page 1)

être d'acier, sans quoi ils ne seraient pas assez solides. Plaqués d'aluminium, ils cesseraient d'être corrosifs, assurant à ces appareils une durabilité plus grande et un entretien presque nul. On pourrait donc éventuellement plaquer la tôle des toitures, l'intérieur des boîtes de conserves, etc.

Un procédé semblable a été mis au point aux Etats-Unis. Le pla-

cage d'aluminium tel que conçu par M. Capuano s'en distingue de la façon suivante: il utilise un électrolyte beaucoup moins inflammable, simple et peu coûteux, par conséquent possiblement rentable à l'échelle industrielle. Il s'agit d'un mélange d'éthylbenzène et de toluène dans lequel le bromure d'aluminium se dissout rapidement. Ce qui représente un net avantage sur le procédé américain, réalisable en laboratoire

seulement, à cause des solvants extrêmement toxiques et explosifs employés — tel que l'éther.

Les chercheurs de ce pays ont mis dix-huit ans à obtenir ce résultat. Le directeur du module de chimie, pour sa part, y oeuvre déjà depuis huit ans. Il espère bien mettre sur le marché un produit d'égale qualité sans attendre dix autres années.

C.G.

## Consolidation des activités...

(suite de la page 1)

de Formation des maîtres, des Sciences humaines et des Lettres, de cours organisés hors campus par la famille de Formation des maîtres, notamment à Valleyfield, Joliette, Vimont et St-Jérôme et de quelques autres cours et activités modulaires, notamment en musique et en kinanthropologie.

"Il reste, toutefois, que la grande majorité des activités d'enseignement a été perturbée par la paralysie de l'UQAM pendant six semaines consécutives; pour y pallier, les groupes-cours, guidés en cela par les professeurs et les

assemblées départementales, ont adopté différentes formules qui leur semblaient les plus appropriées pour rechercher les objectifs pédagogiques établis en début de session.

"Prolongation de cours obligatoires entre le 8 et le 31 mai: de nombreux départements ont eu recours à cette solution, compte tenu du caractère technique des matières qu'ils offrent: c'est le cas, entre autres, des départements de chimie, physique, administration, sciences de la terre, psychologie, kinanthropologie,

mathématiques et études urbaines.

"Heures de cours supplémentaires: dans les départements qui tenaient à terminer leurs cours le 8 mai, on a opté la plupart du temps pour l'addition d'heures de cours aux horaires réguliers, utilisant même le Vendredi Saint et plusieurs cours ont été dispensés le lundi de Pâques.

"Activités de support du 8 au 31 mai: là où les cours obligatoires se terminent le 8 mai, les départements ont prévu de nombreuses activités de support, obligatoires après cette date ou optionnelles, selon le cas: séminaires, ateliers, travail d'équipe, laboratoires, travail sur le terrain, consultations individuelles ou collectives, tutorat individuel, tutorat de groupe, lectures obligatoires. Toutes ces activités visent à fournir des compléments de formation aux étudiants.

"Utilisation intensive de cours magistraux: Au-delà de la prolongation ou de cette multiplication d'activités, certains départements ont opté pour des formules pédagogiques plus classiques ou plus denses afin de s'assurer de couvrir les matières au programme. C'est ainsi que dans de nombreux cas, on a favorisé le cours magistral par rapport au séminaire, afin d'accélérer le rythme de travail des étudiants.

"Toutes ces formules de consolidation représentent un effort considérable de récupération d'une session largement compromise au début de ce mois-ci. Les groupes-cours et les assemblées départementales y ont travaillé, dans la presque totalité des cas, avec sérieux et détermination, et c'est ce que la Commission des études et le Conseil d'administration viennent de reconnaître avec soulagement, en validant la majeure partie des cours initialement prévus à la session."

## Élections à l'UQAM directeurs de département

Le mandat d'un certain nombre de directeurs de département se termine le 31 mai prochain. Conformément au Règlement général de régie interne (no 2), en particulier l'article 13 qui établit les procédures d'élection pour ces postes, la Commission des études a fixé les dates de mise en candidature et d'élection du 20 avril au 19 mai 1976.

Voici la liste des personnes dont les mandats prennent fin le 31 mai:

Harel Malouin  
Directeur du département de philosophie

Gilles Thérien  
Directeur du département d'études littéraires

Yvon Pépin  
Directeur du département de chimie

Monique Nieger  
Directrice du département de linguistique

François Carreau  
Directeur du département de mathématiques

Armel Boutard  
Directeur du département de physique

Yvon Pageau  
Directeur du département science de la terre

Godefroy M. Cardinal  
Directeur du département science de l'éducation

André Donneur  
Directeur du département sciences politiques

Roland Chagnon  
Directeur du département sciences religieuses

André Piérard  
Directeur du département de sociologie

Bernard Vachon  
Directeur du département de géographie

## directeurs de module

Voici la liste des directeurs de module dont le mandat expire le 31 mai prochain. Les dates de mises en candidature et d'élection, conformément au règlement général de régie interne de l'UQAM, ont été fixées du 30 avril au 17 mai.

### Famille sciences économiques et administratives

Pierre Simr  
Directeur du module d'administration

Guy Mercier  
Directeur du module sciences économiques

Jacques Muguet  
Directeur du module études urbaines

Famille des sciences  
Guido A. Capuano  
Directeur du module de chimie

Claude Hamel  
Directeur du module de biologie

Maurice Garançon  
Directeur du module de mathématiques

Jean-Baptiste La Palme  
Directeur du module mathématiques ens.

Florent Verreault  
Directeur du module de physique

Norbert Gingras  
Directeur du module sciences techniques

Pierre Benoît  
Directeur du module sciences de la terre

### Famille formation des maîtres

Brian Mutherin  
Directeur du module information scolaire et professionnelle

Bernard Lefebvre  
Directeur du module sur le chantier

André Lavallée  
Directeur du module Ens. préscolaire et élémentaire

Anita Caron  
Directeur du module enfance inadaptée

### Famille sciences humaines

Robert Nadeau  
Directeur du module de philosophie

Gary Hector  
Directeur du module sciences politiques

Denis Savard  
Directeur du module sciences religieuses

Gilles Bourque  
Directeur du module de sociologie

Peter Scherzer  
Directeur du module de psychologie

Claire McNicoll Robert  
Directeur du module de géographie

Roman Serbyn  
Directeur du module d'histoire

Donald McGraw  
Directeur du module travail social

### Famille des arts

Marcelle Corneille  
Directeur du module de musique

Jean-Pierre Hardenne  
Directeur du module design de l'environnement

### Famille des lettres

Yvan Patry  
Directeur du module recherche culturelle

André Vanasse  
Directeur du module études littéraires

Serge Wagner  
Directeur du module animation culturelle

### CALENDRIER UNIVERSITAIRE UQAM

(Approuvé par la Commission des études, sujet à ratification par le Conseil d'administration)

#### COURS D'ETE 1976

25 et 26 mai 1976	Inscription: Famille formation des maîtres Famille arts Maîtrise en éducation
27 et 28 mai 1976	Inscription: Famille sciences Famille sciences économiques et administratives Famille sciences humaines Famille lettres
31 mai et 1er juin 1976	Inscription: Deuxième cycle Inscription programmes sur le chantier: Préscolaire-élémentaire Certificat en administration (Joliette et St-Jérôme)
31 mai au 4 juin 1976	Période d'annulation de cours avec remboursement des frais de scolarité.
5 juin au 6 août 1976	Période d'annulation de cours sans mention d'échec et sans remboursement des frais de scolarité.
28 juin 1976	Début des cours
28 juin au 5 juillet 1976	Période d'inscription tardive, d'ajouts de cours et de modification d'inscription (ajout et retrait simultanés).
1er juillet 1976	Congé
20 août 1976	Fin des cours.
27 août 1976	Remise des résultats, par les départements, au bureau du registraire.

## P.S.

Le service des sports nous communique que le pavillon Latourelle de l'UQAM, 840 rue Cherrier, ouvre ses portes à ses membres et à la population environnante, les samedis et les dimanches aux heures suivantes:  
9h à 12h  
13h à 17h  
18h à 22h

A noter: la session régulière qui devait se terminer le 16 avril se prolonge jusqu'au 21 mai pour toutes les activités.

Les enfants entre 6 et 17 ans doivent être accompagnés d'un adulte. Aucun enfant de moins de 6 ans n'est admis.

Production du service de l'information et des relations publiques de l'UQAM. Case postale 8888 Montréal, Qué. H3C 3P8  
Directeur: Louis Savard

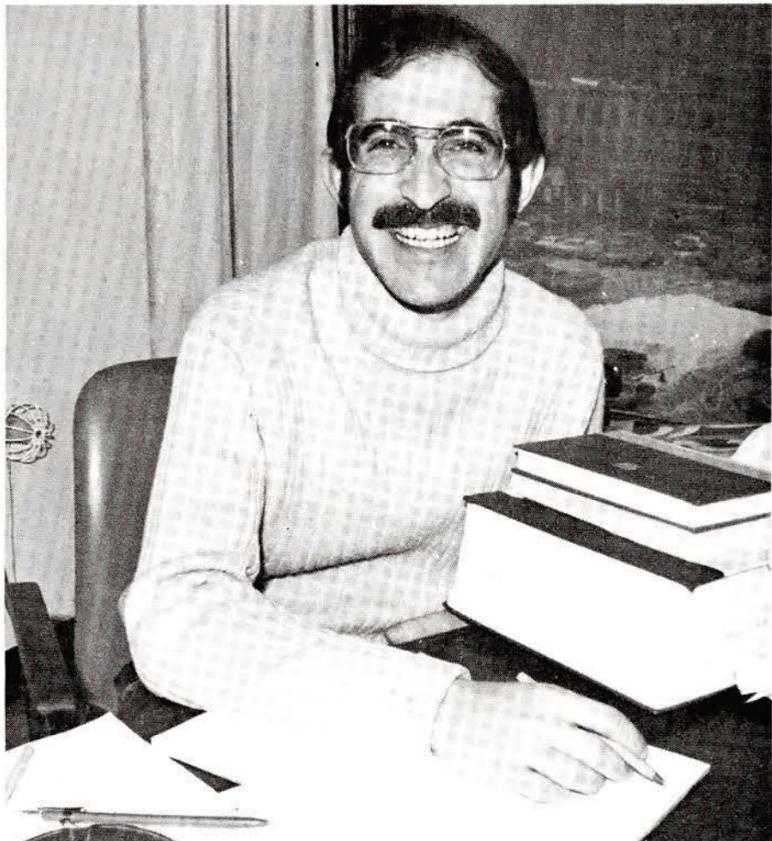
## l'Uqam

le 10 mai 1976  
volume II, numéro 12

Rédaction: Claude Asselin,  
Claire Gauthier, Denise Neveu,  
Hélène Sabourin

Maquette: section graphisme  
Au téléphone: 282-7040  
Photographie du service de l'audiovisuel:  
Roger Bernard

Dépôt légal: premier semestre 1976.  
Bibliothèque nationale du Québec.



M. Joseph Josy Levy

## Un an après, au module d'éducation-sexologie

L'an dernier, à pareille date, le directeur du module éducation-sexologie nous parlait avec enthousiasme du nouveau programme qui, espérait-il, serait en place à l'automne 1975.

Le directeur n'est plus le même, M. Joseph Josy Levy ayant remplacé M. André Bergeron, et les choses en sont restées là où elles étaient, ou presque.

Pourtant le nouveau directeur est toujours aussi optimiste que son prédécesseur: il compte que le programme sera définitivement approuvé fin avril/début mai et appliqué dès la session d'automne 1976. A la condition toutefois qu'on autorise les admissions tardives. Mais l'optimisme de M. Levy n'est pas sans limites: il regrette de n'être pas mieux informé sur la marche du dossier.

Le nouveau programme de sexologie, rappelons-le, diffère passablement de celui en vigueur à l'heure actuelle. Tel que conçu en 1969, le programme visait d'abord à former des enseignants capables de faire de l'éducation sexuelle. Le futur programme du baccalauréat entend former des sexologues généralistes, des professionnels qui, grâce à des études interdisciplinaires, pourront

intervenir dans plusieurs champs d'action, auprès de personnes et groupes divers.

L'intérêt pour l'enseignement chez les futurs diplômés en sexologie, n'en sera pas pour autant perdu, souligne M. Levy. Bon nombre d'entre eux désirent oeuvrer dans le milieu scolaire. Malheureusement, de ce côté, tout est toujours bloqué. "Le ministère de l'Éducation reporte sans cesse l'établissement d'une politique générale d'éducation sexuelle au Québec. A part certaines expériences pilotes, rien ne se fait dans le domaine de la sexologie aux niveaux élémentaire et secondaire."

Hors de l'enseignement, il n'y aurait pas de problèmes de débouchés. "Les diplômés trouvent à s'embaucher dans les hôpitaux, les CLSC, les CSS, les organismes sociaux tels les associations de planning, etc. Ils travaillent aussi bien à Montréal que dans les régions les plus éloignées des grands centres."

Présentement, 150 étudiants sont inscrits au module éducation-sexologie à l'UQAM. "Le programme est contingenté. Seuls les détenteurs d'un diplôme en enseignement ou en sciences de la santé sont admis au module."

Hélène Sabourin

## Entente avec l'OPDQ

L'université du Québec à Montréal conjointement avec l'École des Hautes Études Commerciales, l'École Polytechnique, l'Institut National de la Recherche Scientifique, l'Université de Montréal, participera pour le compte de l'OPDQ (Office de Planification et de Développement du Québec), à la première étape d'une étude ayant comme but l'élaboration de scénarios multidimensionnels de développement socio-économique du Québec à moyen et long terme.

Plus précisément, aux termes de l'entente récemment conclue, le mandat des institutions consiste en:

a) l'analyse de l'évolution, du fonctionnement et de l'interaction de six sous-systèmes: le sous-système scientifique et technologique, le sous-système économique, le sous-système écologique, le sous-système "extérieur", le sous-système des valeurs, le sous-système urbain et régional.

b) la formulation pour chacun

et pour l'ensemble d'un diagnostic mettant en lumière les éléments structurants, les tendances d'évolution et leur importance relative, les déséquilibres et tensions inhérents aux structures actuelles, les faits porteurs d'avenir et tout autre élément d'importance.

Pour ce qui est des sous-systèmes, le mandat est réparti entre les institutions: l'UQAM a la responsabilité du sous-système urbain et régional.

La responsabilité de la direction du projet et de la synthèse des sous-systèmes, revient à l'Université de Montréal. Par délégation, elle confie l'exécution de ce mandat à un Comité directeur du projet.

Les institutions créeront un Comité de gestion composé d'un représentant de chacune des institutions. M. Jean Brunet, doyen des études avancées et de la recherche, y siègera pour l'UQAM.

La réalisation globale du projet s'échelonne sur une période approximative de huit mois.

## "La Porte du Nord" s'ouvre à l'Université

"On reprend le problème 74-12-12". Bruissement de cahiers. La voix décidée enchaîne recto tono.

A 7h du soir pile, deux classes s'animent. Elles donnent sur un corridor si long qu'on dirait un campus universitaire. Même si c'est ici la polyvalente de Saint-Jérôme, il est un tout petit peu vrai qu'on se retrouve à l'UQAM. Puisque les sciences économiques et administratives y ont établi un sous-centre pour le certificat en administration. Comme à Joliette d'ailleurs.

Ces étudiants à temps partiel, qui sont-ils? Que viennent-ils chercher?

"Des gens enracinés dans la région. Ils vivent ici, travaillent ici et veulent se perfectionner ici," explique avec fierté M. Jean-Louis Morin, agent de liaison du sous-centre et infatigable animateur local. Il ne manque pas d'insister: "Plus l'Université s'implantera ici, moins on ira courir à Montréal." Le bassin humain? 125 000 de population rayonnant autour de Saint-Jérôme, "La Porte du Nord" par La chute à l'Ouest, Sainte-Thérèse au Sud, Ville des Laurentides à l'Est et Mont-Laurier au Nord. Des étudiants, il en vient de Sainte-Adèle, de Saint-Donat. Employés d'hôpitaux, de banques (mais assez curieusement, pas de caisses populaires), d'industries (comme la Cie de papier Rolland, la General Motors), de bureaux de comptables, de petites entreprises telles que des commerces de gros et de détail, etc.

Comment ont-ils appris l'existence d'un sous-centre de l'UQAM? De bouche à oreille et par des moyens d'information comme "L'Echo du Nord", "Le Mirabel".

### L'air de la campagne

Une publicité qu'on estime bien faite dans les journaux. Là-dessus, tous tombent d'accord. Mais certains soulignent le manque de coordination avec la maison-mère concernant l'information sur les cours. Ainsi l'étudiant Normand Plante, de Saint-Sauveur, régisseur du service d'approvisionnement à la régionale Blainville-Deux-Montagnes, tient des propos instructifs: "Par métier, je dois assister à nombre de réunions et de conseils le soir. C'est dire combien je dois attacher d'importance au temps disponible. Renseignements pris aux HEC et à l'UQAM, je m'inscris à cette dernière, à Montréal. Je paie ma scolarité. **Personne ne me parle de Saint-Jérôme.** C'est un autre étudiant qui me met sur la piste par hasard: "Renseignez-vous. Ça existe là-bas, à Saint-Jérôme, le certificat en administration." Deux semaines d'appels, trois fois par jour, en laissant sonner 15 minutes. Enfin, M. Morin au bout du fil. Le cours était commencé depuis trois semaines... Ça donne du "thrill" pour l'examen, la semaine suivante.

Pour M. Pierre Jodoin, de Sainte-Thérèse, acheteur pour une entreprise de construction de Sainte-Rose, le problème est particulier. Tandis que ses confrères des cours de gestion et de comptabilité postulent le certificat, lui est inscrit au baccalauréat. Comme l'expliquait au groupe le directeur du certificat en administration M. Gérard Peuvion, pareille situation n'est pas facile à régulariser. Des étudiants ont saisi l'occasion pour exprimer vivement le souhait d'avoir le bacc. à Saint-Jérôme. On a suggéré que des étudiants en marketing de l'UQAM-en-métropole fassent une enquête sur les besoins de la région.

Madame Nicole Richer pour sa part a fait un choix heureux en



La classe du professeur Robert Bélisle.



La classe de comptabilité de gestion. Debout, de gauche à droite: MM. Jean-Louis Morin, agent de liaison, Gérard Peuvion, directeur du programme de certificat en administration, et Jean-Pierre Bélanger, professeur.

s'inscrivant au sous-centre de Saint-Jérôme. Mariée, mère de trois jeunes enfants, elle a su combiner vie de famille, travail et études. Elle est secrétaire comptable au ministère des Affaires sociales. Son mari, lui-même un enseignant, s'intéresse à ses études, de même que ses enfants pour qui l'exemple maternel est un stimulant. Les Richer n'ont pas la moindre intention de s'établir à Montréal. Quand on a la chance de se perfectionner sur place. Et pas de transport! reprennent en chœur les étudiants à Saint-Jérôme qui voient là l'avantage numéro 1. Au fait, et bonne question: pourquoi leurs résultats sont-ils meilleurs qu'à Montréal? La réponse, un cri du coeur: "Peut-être, l'air de la campagne..."

L'homme-orchestre, le pion-

nier, l'artisan du lieu, c'est M. Jean-Louis Morin. Employé au ministère des Affaires sociales, il suit les cours en même temps qu'il s'occupe de tout, de A à Z, de l'émission de reçus pour l'achat de livres jusqu'aux réponses au téléphone. Ses vacances ont passé à expédier 363 guides d'admission, il suit les dossiers d'au-delà d'une centaine d'étudiants, il en prévoit de 275 à 300 pour l'automne 76. Son raisonnement: à l'UQAM on a été assez gentil pour venir à Saint-Jérôme, voire même décentraliser les inscriptions. Un sous-centre administratif autonome, un secrétariat permanent, est-ce possible? "Ça changerait de poil et nous aurions le bacc. ici! exulte M. Morin. Pourvu qu'entre-temps, ma femme ne demande pas le divorce."

Claude Asselin

## L'accueil des stagiaires de l'ACDI

L'UQAM vient de signer un contrat avec l'Agence de Développement International (ACDI) pour assurer, non seulement chez elle mais dans les constituantes de Chicoutimi et de Trois-Rivières, l'accueil et l'encadrement socio-culturel des étudiants-boursiers venus au Canada sous les auspices de l'Agence.

En vertu du contrat la liant à l'ACDI, l'UQAM fournira aux stagiaires un certain nombre de services. Il est prévu par exemple de déléguer un coordonnateur auprès des stagiaires; de veiller à l'accueil des étudiants étrangers à leur arrivée dans la ville où ils séjourneront (dépendant de la constituante); de les aider à se trouver un logement convenable; de les orienter dans leurs études et leurs affaires; de les initier aux conditions de vie locales; de coordonner la transmission à

l'ACDI des rapports sur les progrès de stagiaires, etc.

L'ACDI s'engage, de son côté, à procéder aux démarches requises en vue de l'admission des stagiaires à l'Université en conformité avec les règlements de cette dernière et de l'université constituante. Elle prend également les dispositions requises quant au transport des étudiants boursiers entre leur pays et le Québec.

Les modalités de paiement concernant les services fournis par l'UQAM ainsi que les allocations et dépenses payées aux étudiants-boursiers, font partie intégrante du contrat UQAM/ACDI.

Par ailleurs, l'UQAM a signé un protocole d'entente avec l'UQTR et l'UQAC, pour préciser les mécanismes de collaboration.



Le directeur du module d'information scolaire et professionnelle, M. Brian Mulherin, au centre, avec deux étudiants, MM. Jean Frenette et Michel Doray.

## R.I.P. à l'ISEP, ou les mercredis de la brasserie

ISEP pour "Information scolaire et professionnelle". L'occasion: un récent colloque à l'Université de Sherbrooke, où des gens de l'UQAM sont allés voir ce que faisaient et pensaient des collègues de la même discipline. "Nous voulions établir une communication. A Sherbrooke, on offre le bacc. et la maîtrise," relate MM. Brian Mulherin, Michel Doray et Jean Frenette. Le premier est directeur du module d'information scolaire et professionnelle, professeur au département des sciences de l'éducation. Les deux autres sont étudiants en 2e année du bacc. spécialisé de l'ISEP et délégués au module, et de leur propre aveu, "missionnaires bénévoles".

**L'UQAM** — L'ISEP, si vous précisez...

**M. Frenette** — En cernant le champ de nos activités possibles, on perçoit en quoi consiste notre spécialisation de conseillers en ISEP.

**M. Mulherin** — Et ça dépend du milieu de travail. Ainsi, à la CECM, nos diplômés enseignent. Mais en d'autres endroits, ils font équipe avec des orienteurs, des psychologues, des travailleurs sociaux.

**M. Doray** — Nous recourons aux techniques d'animation et de dynamique de groupes.

**M. Frenette** — Ou de l'entrevue, du counseling individuel. Aider quelqu'un à se connaître, à se situer. Ainsi, on peut informer un étudiant sur son choix de cours.

**M. Doray** — Qu'est-ce que je vais faire dans la vie? Ou bien: est-ce que je dois suivre le cours de chimie 422 ou un autre? Voilà le genre de questions qui peuvent se poser.

**M. Frenette** — Fournir une information générale, ou particulière, ou technique...

**L'UQAM** — Ne chevauchez-vous pas la tâche de l'orienteur?

**M. Frenette** — C'est complémentaire dans le processus d'orientation. Nous lui référons les cas. Ce dernier appliquera les tests, par exemple.

**M. Mulherin** — Notre programme de formation inclut l'appréciation et l'interprétation du travail de l'orienteur.

**L'UQAM** — Et l'animation?

**M. Doray** — Nous la pratiquons, entre autres méthodes.

**M. Frenette** — Et pas seulement dans le domaine scolaire mais dans l'industrie. On peut être conseiller en main-d'œuvre, agent de reclassement. Venir en aide à l'adulte en recherche d'emploi, ou à celui qui a perdu le sien fait partie des besoins en développement professionnel.

**M. Mulherin** — Nous nous concentrons toutefois surtout dans l'enseignement de niveaux secondaire et collégial.

**M. Frenette** — L'idéal, ce serait un éventail d'activités ISEP

réparties pour un tiers dans l'animation de groupes, pour un tiers en organisations spéciales (Expo-Carières, visites industrielles, conférences) et pour un tiers en entrevues individuelles.

**M. Mulherin** — Sans oublier un Centre de documentation.

**M. Doray** — Nous entreprenons des démarches pour organiser un service d'information scolaire et professionnelle qui se rattacherait au service aux étudiants de l'UQAM.

**M. Mulherin** — Cette idée était contenue dans le rapport Lacombe.

**M. Frenette** — Elle avait été amenée par le biais d'un dossier préparé par notre module sur les besoins de l'UQAM.

**M. Doray** — Nous avons une activité: les R.I.P. ou rencontres d'information professionnelle. Ça se passe dans une brasserie. Directeurs de personnel d'entreprise, agents de main-d'œuvre y viennent chaque mercredi animer des échanges entre étudiants divisés en sous-groupes.

**M. Mulherin** — C'est la première fois que le module utilise ses fonds... L'initiative en revient aux étudiants (ils sont 230: un des plus petits modules de l'Université!). Nous sommes d'autre part en voie de refondre nos programmes.

**M. Frenette** — La refonte des programmes revêt une grande importance. A l'Université de Sherbrooke, on a fait grève sur ces questions au département d'information scolaire et professionnelle.

**M. Doray** — D'où l'intérêt que nous avons à connaître les opinions de nos confrères de Sherbrooke. Entre universités qui poursuivent des mêmes buts, il y a aussi des préjugés à faire disparaître. Autant s'entendre sur place.

**M. Mulherin** — Peut-être Sherbrooke et l'UQAM sont-elles les seules institutions au monde à dispenser semblable formation. Et pourquoi ne pas employer, moyennant rémunération, nos étudiants d'ici en animation modulaire? Ils ont la compétence. Nous souhaiterions vivement par ailleurs pouvoir offrir un jour la maîtrise à temps partiel en orientation et counseling, ce qui n'existe pas dans les universités de langue française au Québec. "Notre avenir est dans le secteur industriel (je pense à un de nos anciens qui est relationniste à l'Hydro-Québec; un autre est en perfectionnement du personnel à Bell Canada). Mais le principal débouché reste encore le milieu scolaire."

**M. Frenette** — Notre formation est assez polyvalente...

**M. Doray** — C'est surtout pas sa personnalité que chacun se fera reconnaître et accepter sur le marché du travail.

Claude Asselin

# Améliorer l'acte pédagogique

C'est une clientèle inusitée, à l'esprit critique fort développé, qu'a accueilli récemment le responsable du laboratoire d'analyse du comportement pédagogique, M. Robert Morissette. Il s'agissait d'initier une douzaine de professeurs de mathématiques du Cégep du Vieux-Montréal, sceptiques, à deux techniques récentes de perfectionnement des maîtres: le micro-enseignement et le système d'auto-évaluation de l'enseignement de Roberson. Ceci dans le cadre d'un cours que dispense le département des sciences de l'éducation, intitulé "Stage d'analyse et d'auto-évaluation de l'enseignement".

A noter que ces étudiants-professeurs ont eux-mêmes choisi ce thème qui leur tient lieu de stage, tout comme ils ont décidé collectivement du programme et des cours qui composent le certificat en sciences de l'éducation auquel ils sont inscrits. Il s'agit d'une initiative locale, explique l'un d'eux, justifiée par un besoin de perfectionner l'acte pédagogique. Dans cette optique, ils ont tenté d'unifier leurs compétences pour repenser entièrement les cours qu'ils offrent à leurs étudiants, sur tous les plans: contenu, méthodes et mécanismes d'évaluation.

Cette démarche est assez unique en son genre dans le contexte universitaire actuel, estime M. Roland Piquette, chargé de cours en sciences de l'éducation. Il semble d'ailleurs que plusieurs des responsables de programmes du module linguistique et éducation culturelle se soient associés de bonne grâce à l'expérience.

Ce groupe d'enseignants du Cégep du Vieux-Montréal gardent forcément un esprit très critique face à ce qu'ils ont entrepris. Face à ce qu'ils entendent aussi. Et si la séance de micro-enseignement à laquelle ils ont assisté, via un moniteur, a suscité chez eux un vif intérêt, c'est avec scepticisme que certains ont accueilli l'exposé de M. Morissette sur le système d'analyse de l'enseignement Roberson. Réticences que celui-ci a commenté en ces termes: "Leur approche est davantage idéologique que méthodologique."

Ce système, d'origine américaine, est basé sur le principe suivant: puisque, de toute manière, l'acte pédagogique doit être



Un animateur pédagogique guide les enseignants au laboratoire d'analyse du comportement pédagogique.



Un moniteur et une bande magnétique permettent à l'enseignant de s'observer lui-même, après un cours.

évalué, le professeur a tout intérêt à s'auto-évaluer; ce qu'il fera en enregistrant, au moyen de téléviseurs et de bandes magnétiques, son comportement verbal et non-verbal pendant un cours. Il pourra ensuite s'observer lui-même, et au moyen d'une grille mise au point par Roberson, déceler ses lacunes et y remédier.

Pour ce faire, le micro-enseignement est la solution toute désignée, d'après M. Morissette; le principe est le même, sauf que l'expérience est miniaturisée en termes de temps, de nombre d'étudiants et d'objectifs: l'étudiant-professeur y pratique habituellement une seule habileté à la fois; la rétroaction immédiate a surtout l'avantage de faire prendre conscience sur le champ des erreurs et des progrès.

M. Morissette y croit, à l'efficacité de ces techniques: voilà

pourquoi il en a fait les deux principales activités du laboratoire d'analyse du comportement pédagogique qu'il dirige. Conçu il y a un an, ce laboratoire ne fonctionne réellement que depuis trois mois; il comprend deux salles de travail avec, au centre, une régie dotée de l'équipement technique nécessaire à l'enregistrement vidéo: à ce jour, seules les personnes responsables de cours axés sur l'observation du comportement pédagogique — des étudiants et des maîtres — y ont fait appel.

Un vœu de M. Morissette: que les professeurs des autres départements, intéressés à ces questions, utilisent cet instrument de travail mis à leur disposition. Il leur suffira pour cela de prendre rendez-vous avec l'animateur pédagogique du laboratoire, M. Paul-Emile Dussaut.

C.G.

### Programmes d'études avancées en sciences humaines — automne 1976

Maîtrise ès arts (HISTOIRE)  
Responsable: Mme Nadia F.-Eid  
10011, pavillon Read  
tél.: 282-7271 ou 7825

Maîtrise ès arts (PHILOSOPHIE)  
Responsable: M. Jean-Paul Brodeur  
7230, pavillon Read  
tél.: 282-7218 ou 4611

Maîtrise ès arts (PSYCHOLOGIE)  
Responsable: Mme Monique Lefebvre-Pinard  
3160, pavillon Read  
tél.: 282-7107

Maîtrise ès arts (SCIENCE POLITIQUE)  
Responsable: M. Alexandre MacLeod  
8085, pavillon Read  
tél.: 282-4923 ou 4641

Maîtrise ès arts (SCIENCES RELIGIEUSES)  
Responsable: M. Roland Chagnon  
9150, pavillon Riverin I  
tél.: 282-7051

Maîtrise ès arts (SOCIOLOGIE)  
9125, pavillon Read  
tél.: 282-4994 ou 7393



M. Robert Morissette expose les principes du micro-enseignement.

## Politique de perfectionnement des profs

A la suite d'une résolution de la commission des études et de la recommandation du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche, le conseil d'administration a récemment adopté une politique de perfectionnement des professeurs pour 1976-1977. Cette politique a été élaborée par le décanat de la gestion académique, après consultation, en novembre dernier, auprès des départements.

Selon le rapport déposé au conseil d'administration, l'objectif général visé par la politique de perfectionnement est l'amélioration de la qualité de la recherche et de l'enseignement à l'UQAM, particulièrement dans chaque discipline ou champ d'études dans lesquels l'UQAM a des prétentions d'excellence.

A défaut de meilleures indications, l'obtention de maîtrises ou de doctorats est une façon de mesurer la qualité et l'amélioration de l'enseignement et de la recherche. C'est pourquoi cette politique vise, en tout premier lieu, l'obtention du doctorat ou de la maîtrise, selon le cas, par le plus grand nombre de professeurs possible. Les études post-doctorales, particulièrement sous l'aspect recherche, constituent également, pour les auteurs du rapport, un moyen important pour atteindre l'objectif de perfectionnement. En outre, l'on espère favoriser les activités de création et de recherche dans le domaine des sciences et des arts et répondre à des besoins particuliers de certains programmes en fonction des axes de développement de l'UQAM.

Comment seront répartis les congés de perfectionnement en 76-77? En fonction des besoins

départementaux d'abord; en fonction de l'équité entre les départements ensuite et de l'efficacité relative d'un département par rapport aux obligations remplies. L'équité se définirait dans ce cas par la comparaison entre le pourcentage de professeurs auxquels les départements ont droit et le pourcentage des congés de perfectionnement reçu par les départements depuis 1969.

De plus, l'attribution des congés de perfectionnement doit tenir compte de certaines conditions, définies pour la plupart, dans les articles 14.04 et 14.10 de la convention collective en vigueur.

Certaines modalités doivent également être respectées. Pour n'en citer que quelques unes: Les professeurs qui acceptent un congé de perfectionnement doivent obligatoirement se consacrer exclusivement à leur projet de perfectionnement; un seul renouvellement d'un an peut être accordé pour un maximum de deux ans de congé avec au moins 75% du traitement annuel; le bénéficiaire d'un congé s'engage à demeurer par la suite à l'Université pour un temps égal au double du temps passé en congé de perfectionnement; sinon, il doit rembourser à l'Université une somme équivalente à la somme reçue.

Le rapport de la gestion académique indique que 182 professeurs ont bénéficié du perfectionnement de l'UQAM, depuis 1969. Excluant les 11 congés post-doctoraux et les 12 congés de recherche personnelle accordés à des professeurs d'arts, 92 professeurs auraient ainsi obtenu un nouveau diplôme grâce à cette politique de perfectionnement.

## Suite de l'enquête en philosophie

Le printemps dernier le Comité d'enquête sur l'enseignement de la philosophie recommandait, dans son rapport, que le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche s'informe et tienne au courant la Commission des études des suites de l'enquête.

C'est dans cette perspective que se situe un récent document du Bureau d'études, lequel tente de faire le point "à la suite de conversations avec le directeur du département et le directeur du module de philosophie, et à l'aide des procès-verbaux de ces deux organismes."

Au nombre des informations regroupées sous quatre rubriques, relevons:

o que la Commission des études a approuvé les modifications demandées par le module de philosophie pour son programme de bac. Un premier projet de modification présenté l'an dernier avait été repoussé;

o que, selon le directeur du module, deux faits de la vie modulaire doivent être soulignés: la légère hausse des effectifs d'étudiants par rapport à l'année dernière; l'implication des étudiants dans les activités du module;

o que, de quatorze qu'elle était l'an dernier, l'assemblée départementale est passée à douze professeurs cette année. Sept professeurs sont permanents et deux autres vont le devenir en juin prochain;

o que les problèmes "ressources" soulignés par une résolution du conseil de module (1), quoique réels, ne semblent pas constituer des difficultés insurmontables, la solution se trouvant, du moins dans l'immédiat, dans le recours à des professeurs de l'extérieur et dans un choix judicieux de chargés de cours.

Le document fait aussi état de la publication de l'annuaire du département et de l'organisation d'une série de conférences portant sur l'épistémologie de l'Histoire.

En dernières pages, on dresse un tableau comparatif des recommandations du comité d'enquête et des suites qu'elles ont eues.

(1) Que (...) les cours à problématique marxisme entraînent l'engagement de professeurs permanents compétents (i.e. possédant manifestement les prérequis, les aptitudes et l'intérêt pour dispenser ces cours)...



M. François Carreau, directeur du département de mathématiques (à droite), et deux professeurs du département, Mme Liliane Bulota et M. Claude Janvier.

### Département de mathématiques

## Le point sur PERMAMA

Le journal UQAM faisait état, dans un numéro précédent, d'une résolution de la Commission des études sur la non-adhésion de l'UQAM au protocole de la Télé-Université pour le programme PERMAMA, à partir du 1er janvier 76; cette résolution découlait d'un refus du département de mathématiques de continuer à collaborer à PERMAMA.

Messieurs François Carreau et Claude Janvier ainsi que Mme Liliane Bulota, professeurs au département de mathématiques, ont tenu à faire le point sur les véritables motifs qui ont provoqué le retrait des professeurs du département au programme PERMAMA.

#### Un peu d'histoire

En 1971, le conseil des universités adopte le programme PERMAMA, pour le perfectionnement en mathématiques des maîtres du secondaire. Les étudiants sont regroupés en centres régionaux autour de moniteurs-guides; le programme peut les conduire à l'obtention d'un baccalauréat spécialisé d'enseignement secondaire.

A l'origine, ce programme est commun à toutes les constituantes, sous la responsabilité conjointe de tous les recteurs. Peu à peu, ce programme spécial, à budget spécial, à statut ambigu, accuse un manque de coordination et de direction.

A l'UQAM, plusieurs professeurs du département de mathématiques, déjà sensibilisés à ce rôle social, collaborent au programme, dès sa création. De nombreuses ressources départementales sont mises au service de cet enseignement à distance pour l'élaboration de fiches, de notes de cours, de documents magnétoscopiques, etc.

"A ce moment-là, pas mal de monde y travaillait, note M. Carreau. Dans des conditions très insatisfaisantes. PERMAMA n'était pas reconnu par l'administration locale; c'était un programme mal rattaché, considéré comme extérieur à l'UQAM. La situation était floue et on était toujours pénalisé. Mais on y a consacré beaucoup d'énergie parce qu'on croyait à ce type de travail et on espérait toujours que les choses allaient être clarifiées. On peut même dire que, durant une importante période, PERMAMA a survécu grâce à notre département."

#### La Télé-Université entre dans le décor

En 72, l'Assemblée des gouverneurs crée la commission de

la Télé-Université et lui confie, du même coup, la direction du programme PERMAMA. En juin 73, la Télé-Université prend effectivement le programme en charge. En juin 74, elle devient la 10e unité constituante de l'Université du Québec. En octobre 75, elle propose un protocole régissant les mécanismes d'association des constituantes avec elle pour le programme PERMAMA. L'Assemblée des gouverneurs accepte ce protocole en novembre dernier.

#### Pour l'UQAM, rien ne va plus

Peu à peu, les conditions de travail à PERMAMA deviennent inacceptables pour les collaborateurs du département de l'UQAM. "Lors de la création de la Télé-Université, j'étais un peu pessimiste quant à sa capacité d'aider le programme, avoue M. Janvier. Par la suite cependant, grâce aux gens compétents qu'elle a regroupés, on a reçu une aide précieuse pour la réalisation et l'évaluation d'émissions, de cours. Mais progressivement, c'est la volonté de la Télé-Université d'être tout à fait indépendante des constituantes qui a causé les problèmes."

"Peu à peu, la Télé-Université a tout ramassé, ajoute M. Carreau, et PERMAMA est devenu un programme à propos duquel on ne pouvait rien dire. Autant sur le contenu, sur la conception et la réalisation pratique que sur l'embauche et l'évaluation du personnel. Nous devenions, à toutes fins pratiques, des porteurs de documents, une boîte aux lettres, un réservoir d'experts. Nous perdions toute responsabilité. On prenait nos ressources et, en retour, on ne nous offrait aucune garantie de contrôle sur ces mêmes ressources, aucune garantie sur le partage de la gestion, de l'organisation, etc. Les constituantes perdaient ainsi tout pouvoir et la Télé-Université s'arrogeait l'exclusivité, le monopole de la formation des maîtres. Cela devenait dangereux."

#### Il est aussi question de programme

Les professeurs de l'UQAM doutaient également que la Télé-Université puisse, avec son nouveau programme, atteindre les objectifs visés par le perfectionnement des maîtres.

"Car il y avait aussi la question du programme, note M. Janvier. C'était une nouvelle formule et il s'agissait d'en faire l'expérimentation auprès de 800 personnes à la fois. Tout nous appa-

raissait comme un immense laboratoire d'expériences philosophiques, épistémologiques, sociologiques avec une méconnaissance totale de ce qu'est PERMAMA, ne serait-ce que dans sa complexité administrative. Nous doutions que ce type de programme corresponde aux besoins et aux intérêts des professeurs du secondaire. En général, ils ont davantage besoin de comprendre un peu mieux ce qu'ils enseignent que de se nourrir de considérations philosophiques, si intéressantes soient-elles."

"Nous voulions étudier ce programme, conclut M. Carreau, et poser des conditions de fonctionnement. Etre davantage associés à sa conception et à son déroulement. Mais les événements se sont précipités et le comité chargé d'étudier le programme n'a jamais fait rapport. Après quatre années de travail, PERMAMA nous devenait tout à fait étranger! Il n'y avait donc plus de raisons pour que notre département y consacre tant d'énergie, au détriment parfois même de nos propres programmes. Nous avons donc, avec regret, conseillé au doyen et au vice-recteur de refuser l'adhésion de l'UQAM au protocole d'octobre dernier."

#### Tout n'est pas perdu

Les étudiants de PERMAMA, qui ne sont donc plus officiellement les étudiants de l'UQAM, peuvent poursuivre leurs études à la Télé-Université ou bien s'inscrire à l'UQAM pour terminer les crédits nécessaires à l'obtention du diplôme de premier cycle.

La longue expérience de nombreux professeurs du département, dans le domaine du perfectionnement des maîtres, leur ont permis de poursuivre le travail en s'impliquant dans un programme de perfectionnement qui prolonge, en quelque sorte, le programme PERMAMA.

Afin de faciliter l'intégration de certains étudiants au module enseignement-mathématiques, des changements mineurs ont été apportés au programme. Le département de mathématiques a également assuré le module de la présence de professeurs, sur le chantier, dans 2 centres régionaux (Laval et Longueuil), auprès des enseignants, au cœur des "vrais problèmes".

C'est tout le département de mathématiques qui continue, pour ainsi dire, à sortir de sa tour d'ivoire.

Denise Neveu

### Programmes d'études avancées en lettres —automne 1976

#### Maîtrise ès arts (ETUDES LITTÉRAIRES)

Responsable: M. Noël Audet  
6140, pavillon Read  
tél.: 282-7159 ou 7202

#### Maîtrise ès arts (LINGUISTIQUE)

Responsable: M. Guy Labelle  
5210, pavillon Read  
tél.: 282-4704 ou 7301

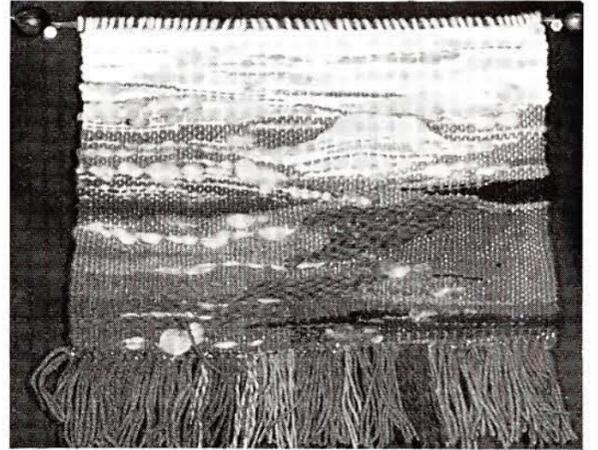
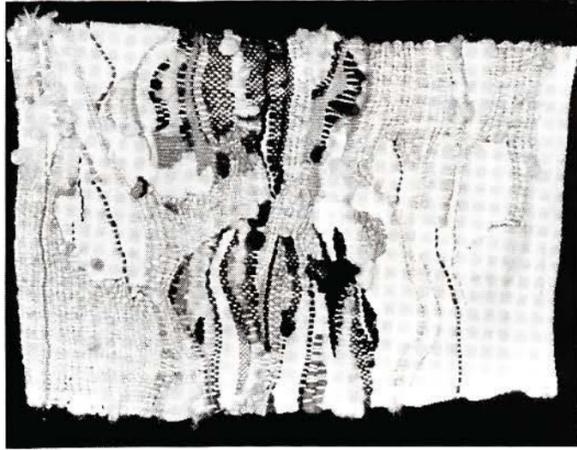
### Programmes d'études avancées —automne 1976

#### Maîtrise ès sciences (ECONOMIQUE)

Responsable: Jean-A. Guertin  
4155, pavillon Louis-Jolliet  
tél.: 282-4776 ou 6950

#### Maîtrise en EDUCATION

Responsable: Renald Legendre  
2225, pavillon Lafontaine  
tél.: 282-7290



## Réalisations 75

Du 28 avril au 7 mai, la Galerie UQAM présentait l'exposition "Réalisations 75" regroupant les travaux de la session d'automne des étudiants inscrits aux ateliers technique et didactique des métiers d'art.

L'occasion était belle pour connaître l'orientation et le fonctionnement des cours de métiers d'art du département d'arts plastiques. Messieurs Guy Goulet, Michel Fortin et Jean-Jacques Giguère, professeurs, ont donc réalisé avec nous le tour d'horizon qui suit.

C'est à l'intérieur des cours pédagogiques du programme éducation artistique que l'UQAM offre pour la première fois il y a sept ans, des cours de métiers d'art. Au programme de céramique s'est peu à peu ajouté celui de l'émail sur cuivre, du batik, de la tapisserie, du macramé, du tissage. Actuellement, les étudiants sont amenés à opter davantage pour une grande orientation que pour une technique ou pour un procédé spécifique: les arts du feu ou les fibres et tissus. Dans chacune de ces orientations cependant, l'éventail des possibilités d'exploration est très large, celui des techniques et des procédés l'est tout autant.

Mais y a-t-il vraiment une place pour les métiers d'art dans une école d'art du XXe siècle? Existe-t-il un réel intérêt pour ces gestes simples et millénaires dans ce monde super-industrialisé? Oui, s'il faut en croire les faits: inscription de six groupes d'une vingtaine d'étudiants par session provenant de plusieurs modules (art dramatique, arts plastiques, design, enseignement pré-scolaire-élémentaire, histoire de l'art) et même de l'extérieur de l'UQAM. Sans parler de ceux que l'on doit refuser chaque session.

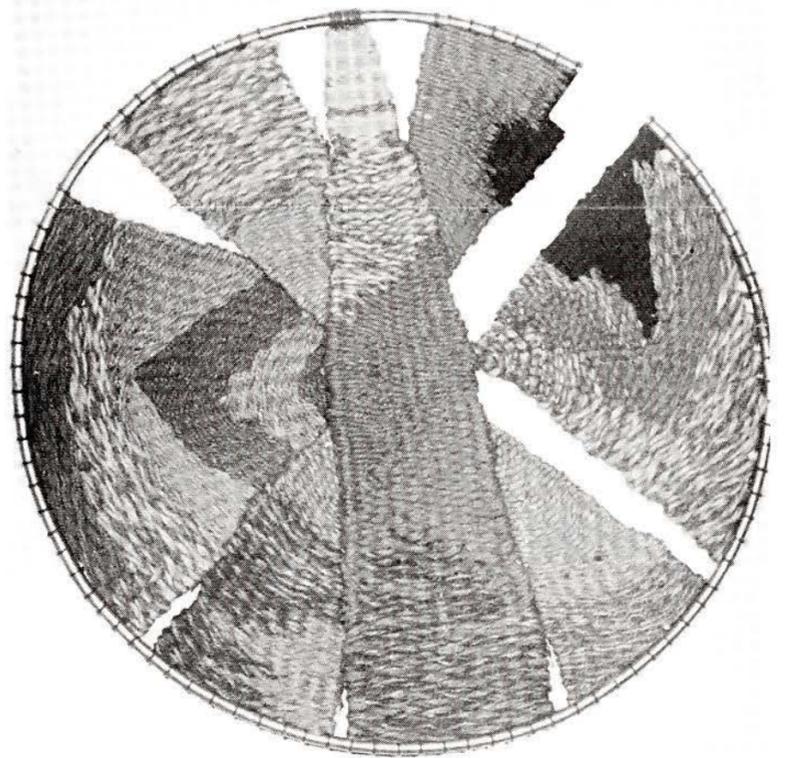
L'approche des professeurs de métiers d'art est sensiblement la même que celle des professeurs d'arts plastiques: favoriser d'abord et avant tout la créativité, l'expression de l'étudiant plutôt que l'acquisition de techniques sclérosées ou l'obsession de l'exécution.

La formation des étudiants comporte deux volets: d'une part, une démarche personnelle dans l'apprentissage des métiers; d'autre part, la recherche pédagogique et didactique en vue d'une transposition pour l'enseignement aux niveaux primaire et secondaire.

Le premier atelier dit "technique" permet à l'étudiant-artisan de découvrir un certain nombre de métiers ainsi que la méthodologie des techniques. Après avoir diversifié ses apprentissages durant 2-3-4 ou même 5 sessions, l'étudiant peut enfin, dans l'atelier didactique, approfondir un métier; c'est là surtout qu'il peut exercer son sens créateur et choisir les procédés et techniques qui correspondent le plus au but de sa recherche et qui résolvent le mieux les problèmes qui surgissent: organisation de l'espace, coloration, reliefs, textures, etc.

Il va sans dire que ces cours ne constituent qu'une approche: un étudiant ne peut guère acquérir en si peu de temps la parfaite maîtrise technique d'un métier. Pour faire suite à ces deux cours de base, messieurs Goulet, Fortin et Giguère souhaitent la création d'une mineure ou d'un certificat qui permettrait à l'étudiant de réaliser un cheminement plus complet. On songe même - du moins cela semble être une préoccupation des professeurs - à s'orienter du côté de l'éducation permanente.

D.N.



### P.S.

A la suite de sa participation à la table ronde des directeurs de département publiée dans l'UQAM du 23 février dernier, M. André Donneur nous prie de compléter ainsi la présentation de ses activités à l'UQAM:

M. Donneur est à l'UQAM depuis mai 1969. Il est actuellement membre du Conseil d'administration du Centre interuniversitaire d'études européennes depuis 1974, après l'avoir été déjà en 1972, et après l'avoir présidé de 1974 à 1975. Il a été aussi membre de la sous-commission du premier cycle de 1974 à 1975 et a dirigé, en 1975, la section de recherche des études paneuropéennes (Centre québécois de relations internationales, UQAM).

M. Jacques Lévesque, professeur au département de science politique et directeur du Centre interuniversitaire d'études européennes, est l'auteur d'un ouvrage intitulé "L'URSS et la révolution cubaine" qui vient de paraître à Paris. Il s'agit d'une coédition des Presses de la Fondation nationale

des sciences politiques et des Presses de l'Université de Montréal. Ce livre de 221 pages sera sur le marché québécois dans environ un mois.

Les Presses de l'Université du Québec ont récemment publié un volume consacré à "La politique au Canada et au Québec"; y sont abordés des sujets aussi variés que le territoire et la population, l'environnement politique, les idéologies, les partis politiques, l'organisation et la composition des institutions parlementaires à Ottawa et à Québec... L'auteur de cette étude est M. André Bernard, professeur au département de science politique, présentement en congé sabbatique.

Suzelle Levasseur et Suzanne Dubuc, étudiantes finissantes au module arts plastiques exposent du 28 avril au 14 mai leurs sculptures céramiques à la Galerie Powerhouse.

M. Albert Sévigny, appaîtreur à la famille des arts, exposera ses gravures à la Galerie Laurent Tremblay du 28 avril au 14 mai.

# Première étude sociale sur le Montréal du 19e siècle

Quand il s'agit de l'histoire de Montréal, les historiens "tout court" ne semblent pas toujours d'accord avec les historiens de l'art qui racontent le beau Montréal du temps des grands espaces verts. Pas davantage d'accord avec l'histoire vue à travers la bibliographie de personnages importants ou à travers les éditoriaux journalistiques qui ne retracent somme toute que l'histoire des idées politiques des couches supérieures de la société.

C'est dans une toute autre perspective que Messieurs Jean-Paul Bernard, Paul-André Lin-teau et Jean-Claude Robert, professeurs au département d'histoire, dirigent depuis 1972 le groupe de recherche sur la société montréalaise au XIXe siècle. Plusieurs assistants participent à ces travaux (des étudiants de



M. Paul-André Lin-teau

à 1838 où dominant la production artisanale et commerciale et de 1851 à 1871 où émerge l'industrialisation moderne." Pourquoi les historiens du Québec ont-ils choisi l'étude de Montréal? "Etudier l'histoire de cette façon nous oblige à circonscrire notre recherche. Nous considérons la métropole comme un microscope, le lieu privilégié où se manifestent les tensions qui marquent les sociétés québécoise et canadienne dans leur ensemble. Montréal pour nous est un laboratoire. C'est ici aussi que s'est d'abord effectué le passage de la société pré-industrielle à la société industrielle. Il y a également une question de proximité des sources; c'est à Montréal que nous vivons."

Les classes populaires ne laissent évidemment pas d'écrits. Comment se pose alors le problème des sources pour le chercheur? "Il faut changer ici de

matériau. Il faut dépouiller des recensements, des annuaires, des rôles d'évaluation; mettre au point des répertoires de noms de rues, de professions; dresser des cartes géographiques; inventorier les archives; colliger les journaux pour y retracer les reportages d'information, les rapports d'hôpitaux etc., qui retracent les conditions socio-économiques réelles de la population. Il y a aussi des documents photographiques qui sont en réalité des gravures, aquarelles ou peintures qui reproduisent très fidèlement le Montréal de l'époque. L'une de nos préoccupations est de constituer une banque de données sur Montréal qu'on mettra volontiers à la disposition des autres chercheurs".

Jusqu'à maintenant, le GRSM s'est davantage centré sur la première sous-période, de 1815 à 1838. Des trouvailles? Pour n'en énumérer que quelques-unes: "En 1825, 70% des chefs de famille étaient locataires (la concentration de la propriété n'est donc pas chose nouvelle!); 40% des travailleurs étaient journaliers ou domestiques; 20 à 25% des travailleurs étaient des femmes-adultes (le modèle des femmes qui restent au foyer s'est davantage implanté vers la moitié du siècle); sans être une trouvaille, un fait à ne pas oublier: Montréal, à cette époque, était une ville anglaise. Plus de 50% de la population était d'origine anglaise, écossaise ou irlandaise; cela explique peut-être le peu d'intérêt des Montréalais pour l'histoire de leur ville puisqu'en fait, ce n'était quère la leur!".

Denise Neveu



M. Raymond Panneton

## Placement des étudiants en stage: succès total

Le directeur du service des stages de l'UQAM, M. Raymond Panneton, n'est pas peu fier d'affirmer que son service a répondu, en 1974-75, à 100% des demandes de placement d'étudiants faites par les familles, modules, départements. Et cela même si le nombre d'étudiants-stagiaires a quasi doublé comparativement à l'an dernier: de 1076, il est passé à 2030.

"Nous ne prétendons toutefois pas avoir comblé 100% des désirs des stagiaires (milieu de stage précis dans un lieu spécifique, par exemple) mais nous tendons vers cet objectif," note M. Panneton.

Le service des stages du premier cycle, créé en 1970, relève du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche et dépend directement du doyen du premier cycle. Essentiellement, le service fournit l'information sur les stages qu'il peut offrir et place les étudiants du 1er cycle chez les employeurs quand une demande lui est faite par un responsable de stages.

"Le service se charge de toutes les démarches nécessaires auprès des employeurs; il cherche, compile, coordonne et transmet de l'un à l'autre toutes les informations relatives au stage, aux personnes et institutions impliquées."

Diverses catégories de stages sont possibles: stages pédagogiques, professionnels, culturels, industriels, etc. Le service peut aussi collaborer à des expériences pédagogiques et autres, des professeurs et des étudiants.

M. Panneton précise cependant qu'il n'est pas question, pour le

service, de concevoir un stage, d'en déterminer le contenu, les modalités, les objectifs, ni de programmer les travaux et les activités du stagiaire ou de porter un jugement sur le comportement de ce dernier. "Nous sommes des agents de négociation et nous n'avons pas l'exclusivité en ce domaine. En d'autres mots, le service des stages n'est pas seul négociateur entre l'UQAM et les milieux de stage."

Le service, pourtant, n'a cessé de croître depuis les débuts. Cette année, 23 modules lui ont confié l'organisation de leurs stages. Et si l'on retrouve le plus grand nombre de stagiaires à la famille formation des maîtres (stages en milieu scolaire), il n'en demeure pas moins que les modules études littéraires, histoire, mathématiques, sexologie, physique, sciences religieuses, pour ne nommer que ceux-là, ont largement fait appel au service des stages.

Il faut souligner que le service met à la disposition des intéressés une masse d'informations pertinentes, leur permettant ainsi de prendre connaissance de l'ensemble des stages qui se font et de la marche du service.

Par ailleurs, M. Panneton préside un comité interuniversitaire regroupant les directeurs de stages de service de stages des universités francophones (sauf l'U. de M.) où l'on essaie d'élaborer une politique globale afin de favoriser les échanges au niveau des placements, des documents, des renseignements.

"Les milieux de stage, ça ne pousse pas comme des fleurs sauvages, ça se cultive" dira pour conclure M. Panneton.

H.S.



M. Jean-Claude Robert

maîtrise pour la plupart) subventionnés tantôt par le ministère de l'Education, tantôt par le Conseil des Arts. Paul-André Lin-teau et Jean-Claude Robert nous parlent de ce groupe.

"Nous tentons de comprendre la société montréalaise dans son ensemble; ses structures économiques et sociales, ses phénomènes démographiques, les conditions de vie des groupes populaires qui ont jusqu'ici été largement ignorés par l'histoire. Notre recherche est très neuve. C'est la première fois que des gens réalisent des études sociales sur Montréal, surtout des études sur le prolétariat et les travailleurs du XIXe siècle."

Un siècle, c'est long et Montréal, c'est bien vaste. Aussi fallait-il définir au départ des sous-périodes chronologiques. "Deux sous-ensembles font d'abord l'objet de notre recherche: de 1815

### Science po

## Un nouveau service

Le département de science politique vient de mettre sur pied un nouveau service. Il s'agit de deux nouvelles publications qui relèvent du responsable de la recherche, M. Kenneth Cabatoff, conformément à une décision prise par l'assemblée départementale l'été dernier. Les activités du département, principalement dans le domaine de la recherche, seront désormais résumées une fois l'an dans un Rapport annuel à l'intention de tous les intéressés, mais surtout des spécialistes de science politique et des domaines connexes des autres universités du Québec.

En outre, le département publiera irrégulièrement des "Notes de Recherche" dans le but de diffuser des articles et des travaux de qualité, émanant du département, et qui pour une raison quelconque sont peu susceptibles de paraître dans une publication existante: longueur, champ de spécialisation, etc. Les trois premières "Notes de Recherche" seront imprimées en mai et envoyées gratuitement à la plupart des professeurs francophones de science politique du pays. Un certain nombre sera également expédié à l'étranger; enfin, le département en gardera une quantité limitée à répartir "sur demande".

Les titres et les auteurs des premiers numéros sont les suivants: **Politique étrangère canadienne: bibliographie 1972-1975** par André P. Donneur; **Rosa Luxembourg: le marxisme et la question nationale** par Jacques Mascotto et Pierre-Yves Soucy; **Les codes politiques** par Jean Padioleau. Ces "Notes de recherche" seront distribuées sans frais; cela ne veut pas dire qu'il en ira de même pour les publications subséquentes.

Par ailleurs, l'assemblée départementale envisage présente-

ment la possibilité de scinder l'actuel "Comité des études avancées et de la recherche" en deux; un "Comité d'études avancées" s'occuperait alors de la gestion du programme de maîtrise et de l'éventuel programme de doctorat en science politique, et un "Comité de recherche" serait responsable des activités suivantes: publications, organisation des séminaires à caractère scientifique, colloques, échanges avec des personnes extérieures au département.

D'après M. Cabatoff, un Comité de la recherche permettrait d'apporter une plus grande cohérence non seulement à ces activités, mais aussi à l'ensemble des activités de recherche au département.

## Les projets "Foncez!"

Quatorze projets étudiants (sur un total de 44), représentant une somme de \$35 000, ont été retenus par le comité de sélection formé de: Maurice Dumas (éco-

logie), Jean-Pierre Labelle (géologie), Jacqueline Gervais (lettres), Gaétan Drouin (économie), Carl Boucher (formation des maîtres), Pierre Harrison (scien-

ces humaines), Laurent Jannard (service aux étudiants), Jacques Paradis (SEUQAM).

### PROJETS ETUDIANTS SUBVENTIONNES

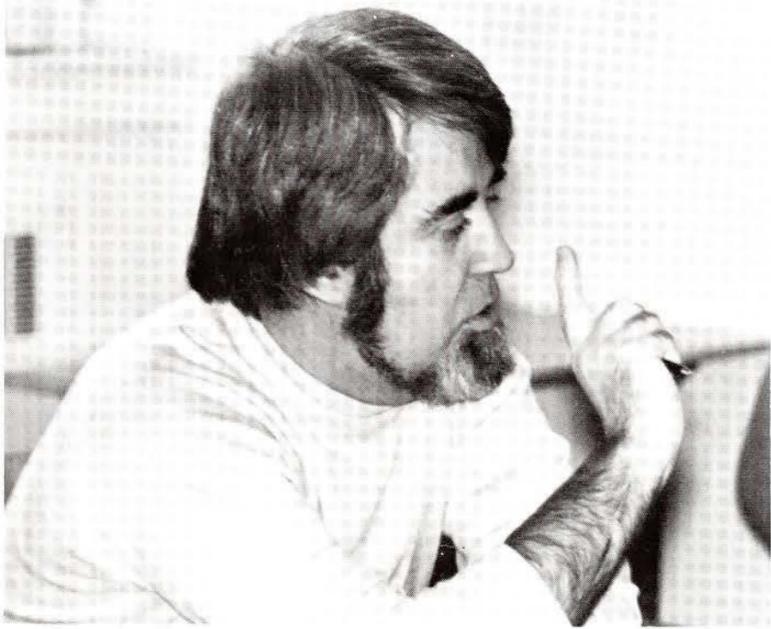
Nom du projet	Provenance	Budget accordé
Service de consultation juridique	sciences juridiques	\$ 1250
Intervention-milieu sur le logement (a)	sciences humaines	3000
Intervention-milieu sur le logement (b)	sciences humaines	3000
Théâtre	art dramatique	3300
"Maison St-Jacques"	communication	700
Radio-UQAM	communication	4000
Café-étudiant au Read	relations humaines	3500
Santé-sexualité	étudiants de différents modules	3500
Subvention du journal UNITE (fin de session)	étudiants de différents modules	3500
Projet cinématographique "EKNOIA"	communication	600
"CHROBODEROS"	arts plastiques	2550
Film (organisation d'un groupe social)	communication	600
Garderie	étudiants et usagers	1500
Fête du 1er mai	SAE-éducation permanente	4500
	arts	
		<b>\$35500</b>

### Programmes d'études avancées en sciences - automne 1976

- Maîtrise ès sciences (BIOLOGIE)  
Responsable: M. Robert Joyal  
4125, pavillon des Sciences  
tél.: 282-7146 ou 7102
- Maîtrise ès sciences (CHIMIE)  
Responsable: M. Yvon Pepin  
5060, pavillon des Sciences  
tél.: 282-7151
- Maîtrise ès sciences (MATHÉMATIQUES)  
Responsable: M. Gilbert Labelle  
5135, pavillon Louis-Jolliet  
tél.: 282-6918 ou 6904
- Maîtrise ès sciences (SCIENCES DE LA TERRE)  
Responsable: M. Gilbert Prichonnet  
6125, pavillon des Sciences  
tél.: 282-7213 ou 7343
- Maîtrise en ECOLOGIE  
Responsable: M. André Hade  
0126, pavillon des Sciences  
tél.: 282-7229



Le labo



M. Robert Féger

## Laboratoire de recherche sur les moyens d'expression de l'enfant

Depuis un an déjà le laboratoire de recherche sur les moyens d'expression de l'enfant a pignon sur couloir au local 2280 du pavillon Lafontaine. Dirigé par M. Robert Féger, professeur au département des sciences de l'éducation, le laboratoire compte en outre, au sein de son comité directeur provisoire, Mme Rachel Desrosiers, professeur au département, chargée de l'expression écrite, et M. Jean-Jacques Jolois, doyen-adjoint au premier cycle, qui s'occupe de l'univers de l'enfant à travers la peinture.

Le laboratoire de recherche sur les moyens d'expression de l'enfant - MEXEN, en rétréci - a pour but d'être un lieu de travail et d'activité pour tous ceux qui oeuvrent ou cherchent dans ce domaine. Il aspire à devenir un centre de documentation et d'information complet où professeurs, chercheurs et étudiants pourront trouver des outils nécessaires à leurs travaux. Il se pourrait qu'il devienne aussi un lieu d'exposition permanente de l'expression enfantine.

Les recherches actuelles visent à cerner le phénomène de l'expression chez l'enfant ou tout au moins à l'élaboration d'une stratégie centrée sur le maître et l'enfant.

La méthode la plus utilisée actuellement au MEXEN est l'examen de l'expression picturale. Pour la raison bien simple qu'il coûte peu et qu'il est très facile de "ramasser" des dessins d'enfants puisque nombre d'étudiants en sciences de l'éducation sont des professeurs en exercice au primaire et qu'ils collaborent activement aux recherches du département. Une enquête est présentée en cours auprès de professeurs du préscolaire-élémentaire afin de connaître quelles seraient, selon eux, les stratégies à élaborer pour mieux cerner l'enfant et son expression.

L'enfant qui peint, et sa peinture forment un tout; il s'agit de dégager les lois qui régissent cette expression. Il faut tirer de ces peintures des paramètres économiques et culturels. On passe alors à l'analyse formelle, sémantique et sémiologique des peintures. Le laboratoire possède déjà 3 000 diapositives et 2 000 peintures codifiées. La codification se fait à l'aide de bordereaux d'analyses envoyés dans les écoles et remplis par le maître. En ce moment on met au point des

formulaire d'information, un questionnaire destiné aux maîtres et un protocole général de procédure.

Un réseau de collaboration s'établit actuellement avec la France, où de nombreux experts oeuvrent dans le domaine de l'expression de l'enfant, entre autre avec Daniel Wildöcher très connu pour ses recherches en psychopathologie. On songe également à ouvrir les portes du MEXEN aux autres départements de l'UQAM

afin de coordonner la recherche dans ce secteur vers des buts psycho-pédagogiques communs. Par la suite le laboratoire aimerait intéresser les Commissions scolaires et les Associations parents-maîtres à ses travaux.

L'objectif principal du MEXEN est d'améliorer l'enseignement. Il se donne déjà 4 cours au département sur les moyens d'expression de l'enfant. Il est question d'ouvrir un certificat dans ce domaine destiné aux éducateurs spécialisés et... aux parents.

Jocelyne Corbeil



Le personnel du LARSI: de gauche à droite, Mme Odette Voyer-Boudreau, chercheuse, le professeur Joseph Chung, directeur, et Mlle Jocelyne Girard, secrétaire.

## La recherche en immobilier: le coup de piston du LARSI

Depuis sa création en mars 75, le LARSI (laboratoire de recherche en sciences immobilières), dont le siège est au pavillon Philippe, a éminemment facilité l'enseignement des sciences immobilières à l'UQAM, selon son directeur, le professeur Joseph Chung, ancien économiste senior auprès du Conseil économique du Canada. Le LARSI assume trois rôles majeurs.

Le premier est d'ordre pédagogique. Il a deux volets. D'une part, on prépare deux ouvrages qui serviront de manuels de travail et de référence. Il s'agit d'"Economie urbaine", rédigé par trois chercheurs, M. Alain Lapointe, directeur du labo de logement et d'économie foncière, M. Dominique Achour, professeur à l'U. de M. associé au LARSI, ainsi que M. Chung. L'autre livre aura pour titre "Initiation aux sciences immobilières". Il est rédigé par un groupe de professeurs avec participation financière de la firme immobilière Marathon.

D'autre part, le LARSI dispose d'un centre de documentation très spécialisé en sciences immobilières, et tout particulièrement en habitation. On relève, soit dit en passant, 2000 ouvrages de la collection personnelle de M. Chung.

### Le service à la communauté

Le deuxième rôle du LARSI, soit le service à la communauté, comporte trois éléments. D'abord, un événement: la tenue en mars dernier du colloque sous le thème: "Forum Habitat 76-77". Près de 200 participants y représentaient les milieux intéressés: gens de la construction (entrepreneurs), de la finance (banques, compagnies d'assurance), des organismes publics (Société d'habitation du Québec, Société centrale d'hypothèque et de logement, municipalités), et, bien sûr, des administrateurs d'immeubles. C'est à cette occasion que M. Chung a traité de la hausse potentielle de 10% dans la construction domiciliaire en 76 au Québec.

Secon élément dans le sens du service à la communauté, le bulletin du LARSI servira d'organe de liaison et d'information. Le premier numéro, qui paraîtra bientôt, contiendra l'ensemble des communications présentées au colloque.

Enfin, pour répondre à un besoin exprimé après la rencontre, on a mis sur pied un organisme permanent de consultation et de communication entre divers groupes concernés par l'immobilier. Ce comité est appelé à se réunir trois ou quatre fois par an.

Dès l'été, des cours populaires sur l'habitation seront dispensés à l'Université: "Ouvert à la population en général, qu'on soit locataire ou propriétaire, cet enseignement a pour but de sensibiliser les gens aux différents problèmes de l'habitation", précise M. Chung.

### La place de la recherche

Fondamentale et appliquée, la recherche au LARSI prévoit des projets en commandite qui devraient démarrer sous peu.

Parmi les projets terminés, on fait mention de SPAI (modèle informatisé permettant de simuler la rentabilité des projets immobiliers, 1975), de TEDEI (banques des données immobilières au Québec), de l'évaluation de la demande de logement au Québec (1975), de l'implication de l'inflation sur le prix des logements (1975), de la structure des coûts de construction, (1975), de l'impact des programmes de la SCHL au Québec (1975), de l'offre des terrains résidentiels au Québec (1975), ainsi que des Caisse populaires et l'habitation (1975).

Parmi les projets en marche, on note: une télé-conférence avec l'Université de Colombie-Britannique, une nouvelle approche d'évaluation foncière ainsi qu'un modèle prévisionnel de l'habitation au Québec.

Claude Asselin

## Aux Arts

**Du 10 au 14 mai, exposition du cours "Activités de synthèse" à l'auditorium du pavillon Arts 1.**

Du 1er au 31 juillet, dans le cadre du Festival culturel du COJO, la Galerie UQAM exposera des oeuvres des finissants de l'UQAM de 1969 à aujourd'hui. Les exposants seront choisis par un jury. L'exposition, subventionnée partiellement par le Cojo, se tiendra à la Galerie-même ainsi qu'aux 1er et second étages du pavillon Arts 2.

**Du 17 au 21 mai, les étudiants du cours atelier couleur tri-dimensionnel, exposeront leurs travaux à l'auditorium du pavillon Arts 1.**

De son côté, le Groupe de Recherches en Arts Populaires, dirigé par M. Raymond Montpetit, directeur du module histoire de l'art, participera aux activités culturelles du COJO en organisant une exposition sur les arts populaires de divertissement au XIXe siècle à Montréal. On pourra voir cette exposition durant tout le mois de juillet à la Bibliothèque Nationale.

**Dans le cadre du programme culturel du COJO, un groupe d'anciens étudiants du module design de l'environnement, Espace + réalisera un environnement pour les spectacles organisés par les services socio-culturels de l'UQAM.**

## La Caisse populaire de l'UQAM

Le mercredi 28 avril dernier, la Caisse populaire de l'UQAM a tenu son assemblée annuelle.

Ses membres dirigeants pour le prochain mandat sont: **au conseil d'administration** MM. Gilles Legault (service des finances), Louis LeBorgne (centre de documentation, sciences humaines), Michel Meilleur (approvisionnement), Jean Labelle (famille des sciences humaines), Jacques Paradis (services aux étudiants), Jacques Boies (directeur du service de l'admission), Pierre-Alain Cotnoir (étudiant en psychologie), Kenneth Earl (gérant de la Caisse) et Mlle Rita Boudreau (service des finances); **à la commission de crédit**, MM. Michel Bernier (réception), Jean-Serge Reny (approvisionnement) et Mlle Marcelle Dufresne (équipement); **au comité de surveillance**, Mlle Idola Wall (labo d'archéologie), M. Jacques Bélanger (famille des sciences humaines), M. Claude Asselin (service des publications).

Selon le président, M. Gilles



Portrait de famille des membres dirigeants

Legault, l'augmentation de l'actif au cours du dernier exercice social est de 37% par rapport au précédent, soit une hausse de \$175 000 pour un total de \$647 000. Ce progrès s'explique par

un recours accru aux services de la Caisse par suite du nouvel emménagement au pavillon Riverrin I. D'ici à la fin de l'année, la Caisse prévoit atteindre son premier million.